

*A monsieur Flahaut, Président de la Chambre
A messieurs les Députés de la Chambre
Aux membres du Sénat*

A tous les honnêtes hommes responsables d'un pays qui se veut un Etat de Droit, devenu dictature.

Tous les citoyens belges souhaitent porter à votre connaissance les faits suivants, relevés dans les 1235 pages du Dossier Bis Dutroux, récupérés dans divers médias, journaux, livres et informations télévisées.

Les faits énumérés sont simplement notés, les magistrats, la sureté de l'Etat ont les preuves mais les occultent et ce, depuis 1996.

Nous accusons ces personnages, qui de pédocriminalité, qui de faux, usage de faux, vols, qui de délits d'initié, tous faits passibles de condamnations. Nous refusons que des hommes responsables d'un Etat se cachent derrière leur immunité pour perpétrer des fautes lourdes de conséquences puisqu'elles font vaciller le pays le menant au bord de la ruine, appauvrissant les citoyens au moyen de décisions gouvernementales honteuses et anti sociales, volant nos enfants pour satisfaire des besoins sexuels, de chantages et de commerces.

Depuis l'affaire Dutroux nous voyons s'amplifier la criminalité, cela suffit ! Cette liste, par ses dénonciations de faits, n'est que la partie visible de l'iceberg de la pédocriminalité de notre pays, noblesse, clergé, magistrature et politique sont largement impliqués.

Nous demandons la réouverture du Dossier Bis Dutroux, la démission de toutes les personnes y incriminées ainsi que les membres de leur famille, estimant à juste titre qu'ils ne sont pas dignes de se trouver, ni en politique, ni à la Justice, ni aux postes d'administration d'institutions publiques.

Le système criminel actuel est composé de pédocriminels, de personnages à hautes fonctions mais menacés, sinon grassement payés et/ou manipulés.

Nous demandons qu'une Commission spéciale soit instaurée afin de combattre les réseaux pédophiles de terrain préférablement aux réseaux du net, tant est qu'il semble évident qu'un seul réseau au niveau de l'Etat existe, doté de nombreuses ramifications et dont les membres (entre autres de la Communauté Française) sont connus de quelques initiés.

Nous demandons un contrôle particulièrement sévère de toutes les Institutions pour enfants dont certaines sont le creuset de pratiques pédophiles ainsi que des associations subsidiées de la protection de l'enfance qui servent d'informateurs.

Nous dénonçons ici les membres du conseil d'administration et membre d'honneur de l'Institut Irsa, école de sourds-muets-aveugles, chaussée de Waterloo, lesquels sont les responsables du réseau pédocriminel belge. Ainsi que la direction et quelques membres du personnels de l'internat, nécessairement impliqués.

Nous exigeons la liberté immédiate et sans condition de Marcel Vervloesem, prisonnier politique, privé de liberté alors qu'il dénonçait les réseaux pédocriminels bien avant l'affaire Dutroux.

Nous demandons aux membres du Parlement de régler ces problèmes en urgence, toutes affaires cessantes. Etant bien évident que toutes les mesures sont prises pour une diffusion générale aux citoyens, un appel au référendum.

Ne nous sous-estimez pas, nous sommes légions.

Anonymous